

Crack, haltes soins addictions, prise en charge des usagers de drogues: la campagne est finie, redevenons sérieux

Les législatives ont été marquées par plusieurs déclarations néfastes au sujet du crack à Paris et des salles de consommation.

La Fédération Addiction appelle le gouvernement à reprendre la main sur cette question, en lien avec les acteurs de terrain: les usagers, les professionnels et les riverains ont besoin de solutions.

La campagne législative qui s'est achevée ce 19 juin n'a malheureusement pas été épargnée par des déclarations mal informées au sujet des drogues, notamment à propos du crack et des haltes soins addictions en région parisienne.

Pour le bien de tous — usagers, riverains et professionnels — la Fédération Addiction appelle les politiques à redevenir sérieux. Nous demandons au gouvernement la reprise du travail sur ces questions, en concertation avec les acteurs de terrain et les élus locaux.

Des déclarations consternantes qui doivent cesser

Malheureusement sans surprise, plusieurs politiques ont soufflé sur les braises et tenté d'utiliser le sort des consommateurs de drogues comme argument de campagne. La déclaration du 9 juin d'Olivier Véran, ancien ministre de la Santé, selon laquelle «*il n'y aura pas d'autres haltes soins addictions*» à Paris, reniait non seulement ses positions passées mais aussi le travail entrepris sur le terrain.

Quelques jours plus tard, un tweet d'un candidat de la majorité annonçait que la ministre de la Santé aurait à sa demande «*bloqué*» un projet de centre d'addictologie dans le 16^e arrondissement de Paris. Une annonce faite sans concertation avec les professionnels qui travaillent sur ce projet.

Face à l'ampleur des problèmes, serait-il donc urgent de ne rien faire et de cesser tous les projets en cours? Ces déclarations malheureuses, stigmatisantes et intempestives doivent cesser. Elles nient le travail réalisé sur le terrain et bloquent les possibilités d'avancées du seul fait de rivalités électorales dans telle ou telle circonscription. C'est inacceptable tant pour les professionnels que pour les usagers et les riverains des quartiers concernés, qui sont laissés sans solution.

Le gouvernement doit reprendre la main

Jean-Michel Delile, président de la Fédération Addiction, déclare:

«J'appelle la Première ministre à reprendre la main sur ce dossier. Les solutions existent et ont fait leurs preuves en France comme à l'étranger: elles sont plurielles et les haltes soins addictions en font nécessairement partie, tout comme les lieux de repos et les dispositifs de soins pour les consommateurs. Nous renouvelons donc notre demande de rendez-vous à Mme Borne pour passer au stade de l'action.»

Nous comptons sur les députés de cette nouvelle législature pour prendre des positions éclairées par les faits et les données scientifiques. Nous les interpellons ces prochains jours sur la question du crack et plus généralement sur les politiques des drogues.

À propos de la Fédération Addiction

La Fédération Addiction est le premier réseau d'addictologie de France. Elle regroupe 190 associations, 850 établissements et services de santé, de prévention, de soins et de réduction des risques ainsi que 500 médecins et pharmaciens de ville.

Contacts presse

Benjamin Tubiana,
responsable de communication
b.tubiana@federationaddiction.fr
0615628108